

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89 RUE WEBER
CS 52002
30907 Nîmes

Nîmes, le 07/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE DES CARRIERES VAUCLUSIENNES (SCV)

115 rue de la Source
BP 60029
St Saturnin les Avignon
84270 Vedène

Références : -
Code AIOT : 0006600767

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2025 dans l'établissement SOCIETE DES CARRIERES VAUCLUSIENNES (SCV) implanté lieu-dit "La Montagne" 30150 Sauveterre. L'inspection a été annoncée le 17/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection 2025

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DES CARRIERES VAUCLUSIENNES (SCV)
- lieu-dit "La Montagne" 30150 Sauveterre

- Code AIOT : 0006600767
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est autorisée par arrêté préfectoral du 8 janvier 2019 pour une durée de 30 ans. Elle exploite des matériaux calcaires à ciel ouvert destinés au marché du BTP.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention des pollutions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 3.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 4.1.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 4.1.1.1.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Prélèvement et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 4.1.1.1.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 4.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 4.1.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 4.1.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 4.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le rapport de mesures des poussières fait état d'écarts à l'objectif de 500 mg/m²/jour.

Le forage utilisé pour les besoins de la carrière est implanté près d'une installation susceptible de générer un risque de pollution.

L'exploitant ne disposait pas de plusieurs justificatifs demandés lors de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des pollutions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]L'établissement est tenu dans un état de propreté suffisant, l'intérieur des ateliers et des conduits d'évacuation doivent faire l'objet de nettoyage fréquents, au moyen d'un matériel suffisamment puissant, destinés à éviter l'envol des poussières.</p> <p>Les produits de ces dépoussiérages sont traités en fonction de leurs caractéristiques.</p> <p>Les émissions à l'atmosphère ne peuvent avoir lieu qu'après passage dans des dispositifs efficaces de captation, canalisation et de traitements implantés le plus près possible des sources. Le nombre de points de rejets est aussi réduit que possible.</p> <p>Les dispositifs de limitation d'émission de poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible. A défaut d'être confinées ou captées et canalisées comme prévu ci-dessus, les poussières sont humidifiées à leurs points d'émission, au besoin à l'aide d'adjuvants spécifiques.</p> <p>Les différents appareils et installations de réception, stockage, manipulation, traitement et expédition de produits de toute nature sont construits, positionnés, aménagés, exploités, afin de prévenir les émissions diffuses et les envols de poussières.</p> <p>Les documents où figurent les principaux renseignements concernant le fonctionnement des installations sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.</p> <p>Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et en quantité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté sur le site des émissions de poussières à l'atmosphère au droit du poste de</p>

<p>criblage B2 produisant du 0.4mm. L'exploitant déclare procéder à l'humidification des points d'émission à l'aide des asperseurs.</p> <p>Le rapport de mesures de poussières du 18/11/2024 fait état de dépassements de l'objectif des 500 mg/m²/jour pour le 1er semestre 2024 : 579 mg/m²/jour au droit de la jauge 4 (type b), de 711 mg/m²/jour sur la jauge 2 et de 547 sur la même jauge pour le 2nd semestre. Par ailleurs l'inspection a été contacté par un riverain en juin 2024 se plaignant d'émissions de poussières au droit de la carrière.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est tenu de :</p> <ul style="list-style-type: none"> justifier de l'efficience des mesures mises en place pour limiter l'émission de poussières; proposer des actions correctives complémentaires pour assurer le respect de l'objectif réglementaire relatif aux retombées atmosphériques; réaliser des mesures de poussières par temps sec et les transmettre à l'inspection.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Prélèvements et consommation d'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 4.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les besoins en eau pour le fonctionnement de la carrière comprennent:</p> <ul style="list-style-type: none"> l'arrosage de la voie d'accès en enrobé depuis le portail d'entrée du site jusqu'à la bascule par des asperseurs fixes; l'arrosage des pistes de circulation d'engins par camion-citerne; la brumisation au niveau de l'installation de traitement; le lave-roues au niveau de la bascule; le lavage des engins sur l'aire étanche ; les eaux des sanitaires, des lavabos et des douches ; les besoins en eau potable du personnel. <p>L'approvisionnement en eau potable du personnel se fait par distribution de bouteilles d'eau potable</p> <p>Les autres besoins en eau sont assurés par un forage appartenant à SCV au niveau de la plaine du Rhône (prélèvement des eaux de la nappe alluviale d'accompagnement du Rhône) à l'extérieur de l'emprise de la carrière. Ce forage est situé sur des terrains appartenant à la société SCV en face de la carrière, au lieu-dit "La Caramude" à côté de la déchetterie située le long de la RD 980. L'eau est acheminée par une canalisation passant sous la RD 980 et la voie d'accès à la carrière. Le forage alimente dans un premier temps la citerne tampon de 30 m³ à proximité de la trémie primaire et du poste de commande de l'installation puis par retour de réseaux sous la plateforme commerciale, les locaux sanitaires et une deuxième citerne à l'entrée du site. Cette deuxième citerne sert au ravitaillement du camion-citerne chargé d'arroser les pistes, ainsi qu'à l'alimentation des asperseurs fixes de la voie d'accès.</p>

Constats :
L'inspection n'a pas constaté de manquement à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 4.1.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau en nappe par forage
Prescription contrôlée : L'exploitant régularise la situation réglementaire du forage décrit ci-dessous au titre du code de la santé publique si usage sanitaire et transmettant à l'inspection des installations classées la justification du dépôt du dossier de régularisation auprès des services compétents.
Constats : L'exploitant n'a pas justifié de la régularisation de la situation réglementaire du forage auprès des services compétents.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est tenu de justifier du respect de la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Prélèvement et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 4.1.1.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité de l'ouvrage
Prescription contrôlée : [...] L'ouvrage n'est pas implanté à moins de 35m d'une source de pollution potentielle (dispositifs d'assainissement collectif ou autonome, parcelle recevant des épandages, bâtiments d'élevage, cuve de stockage...)[...] La tête de forage est fermée par un regard scellé sur la dalle de propreté muni d'un couvercle amovible fermé à clef [...]
Constats : L'inspection a constaté que le forage est implanté à moins de 35m de la déchèterie. De plus, le couvercle amovible de la dalle n'était pas fermé à clé. L'installation est munie de deux pompes, une alimentant le forage et une condamnée selon les déclarations de l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant est tenu de :
- prouver l'absence d'impact de l'installation sur la qualité des eaux issues du forage.
- fermer à clé le couvercle amovible
- justifier de la condamnation de la pompe abandonnée afin d'éviter toute pollution de la nappe
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Prélèvement et consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 4.1.1.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Autres dispositions
Prescription contrôlée : [...]. Les installations seront munies d'un dispositif de mesure totaliseur de type volumétrique. Les volumes prélevés mensuellement et annuellement ainsi que le relevé de l'index à la fin de chaque année civile seront indiqués sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Par ailleurs, l'exploitant est tenu de noter, mois par mois, sur un registre spécialement ouvert à cet effet : <ul style="list-style-type: none"> • les volumes prélevés, • l'usage et les conditions d'utilisation, • les variations éventuelles de la qualité qu'il aurait pu constater, • les conditions de rejet de l'eau prélevée, • les changements constatés dans le régime des eaux, • les incidents survenus dans l'exploitation de l'installation ou le comptage des prélèvements et notamment les arrêts de pompage.
Constats : L'exploitant a fourni les volumes prélevés sur les trois dernières années. Néanmoins il n'a pas fourni le registre attendu avec les éléments listés dans la prescription susvisée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant établit un registre avec les éléments attendus, conformément à l'article susvisé, et le transmet à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Prélèvement et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 4.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement
Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans le milieu de prélèvement.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a fourni un plan des réseaux ne permettant pas de contrôler le respect de la prescription.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de fournir un plan matérialisant les équipements mis en place pour isoler les réseaux d'eaux industrielles et limiter le retour des substances dans le milieu de prélèvement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 4.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux usées sanitaires
Prescription contrôlée : Les eaux usées domestiques (sanitaires du personnel) sont traitées par un dispositif d'assainissement non collectif, préalablement validé par le service public d'assainissement non collectif (SPANC) localement compétent, au regard de la réglementation en vigueur. Ce dispositif d'assainissement non collectif (fosse étanche) devra faire l'objet d'une vidange régulière par une entreprise spécialisée.
Constats : L'exploitant n'a pas justifié de la conformité du dispositif d'assainissement non collectif par le contrôle du SPANC et n'a pas justifié la vidange régulière tel qu'exigé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est tenu de fournir à l'inspection le dernier contrôle du SPANC et les justificatifs de vidange de la fosse et de l'élimination des déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 4.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau

Prescription contrôlée :

La quantité d'eau consommée annuellement est de l'ordre de 9000m³[...]

Constats :

L'exploitant a fourni les volumes consommés :

- 2022 : 8824 m3
- 2023 8991 m3
- 2024: 7226 m3

La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite